

**Acheteur public :** [Ministère de l'Education nationale et Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche](#)

**Direction service :** [Rectorat de ORLEANS TOURS](#)

## Cahier des clauses particulières

**Numéro de la consultation :** [REC45-2025-005](#)

**Objet de la consultation :** [Fourniture et livraison de matériels, consommables et produits d'entretien écolabellisés et non écolabellisés à usage professionnel pour le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours et les directions des services départementaux.](#)

# Sommaire

<b>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
6.1 Cadre général .....	5
6.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	5
<b>ARTICLE 7 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 - LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
10.1 Représentation des parties.....	6
10.1.1 Représentation de l'acheteur .....	6
10.1.2 Représentation du titulaire.....	6
10.2 Conditions d'exécution .....	6
10.2.1 Emission et exécution des bons de commande .....	6
10.2.2 Distributeurs et dévidoirs .....	7
10.2.3 Pilotage .....	7
10.2.4 Plan progrès.....	8
10.3 Obligations du titulaire.....	8
10.3.1 Obligation de conformité des prestations de fourniture .....	8
10.3.2 Obligation de conseil.....	8
10.3.3 Obligation d'information .....	8
10.3.4 Mesures de sécurité .....	8
10.4 Responsabilité du titulaire.....	9
10.5 Considérations environnementales.....	9
10.6 Bilan des émissions de gaz à effet de serre .....	10
10.7 Traitement de données à caractère personnel .....	10
10.8 Clause de réexamen.....	11
10.9 Vérification de l'exécution des prestations .....	12
10.9.1 Contrôle.....	12
10.9.2 Opérations de vérification .....	12
10.9.3 Décisions après vérification.....	12
10.10 Garantie.....	12
10.11 Pénalités .....	12
10.11.1 Pénalités de retard .....	12
10.11.2 Seuil d'exonération des pénalités .....	13
10.11.3 Montant maximum des pénalités de retard .....	13
<b>ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER.....</b>	<b>13</b>
11.1 Forme et contenu des prix .....	13
11.2 Variation des prix.....	13
11.2.1 Nature des prix .....	13
11.2.2 Périodicité de la révision .....	13
11.2.3 Formule de révision.....	13
<b>L'INDICE ANNUEL DES PRIX A LA CONSOMMATION - BASE 2015 - ENSEMBLE DES MENAGES - FRANCE METROPOLITAINE</b>	
<b>- NOMENCLATURE COICOP : 05.3.1.5 - MATERIEL DE NETTOYAGE IDENTIFIANT 001765352. ....</b>	<b>14</b>
Article 1 - Limites de variation .....	14
Article 2 - Justification des évolutions.....	14
Article 3 - Effet de la révision.....	14
11.3 Modalités financières .....	14
3.1.1 Répartition des paiements.....	15
3.1.2 Intérêts moratoires.....	15
3.1.3 Modalités de facturation .....	15

3.2	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande .....	16
3.3	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	16
<b>ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>		<b>17</b>
12.1	Langue .....	17
12.2	Assurances .....	17
12.3	Autres obligations administratives .....	18
12.4	Résiliation .....	19
12.5	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	19
12.6	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	19
12.7	Différends .....	22
12.8	Litiges et contentieux .....	22
<b>ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG .....</b>		<b>22</b>

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par :

Ministère de l'Education nationale

Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours

21 rue St Etienne

45043 ORLEANS Cedex 1

Tél. : 02 38 79 41 60

Siret Etat : 11000201100044

Courriel : marches.publics@ac-orleans-tours.fr

Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Type d'acheteur public : service déconcentré de l'Etat.

Acheteur : Monsieur le recteur de l'académie d'Orléans-Tours et par délégation M.David THIBERGE, chef de la division du budget et de la modernisation académique (DBMA).

## Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la fourniture et livraison de matériels, consommables et produits d'entretien écolabellisés et non écolabellisés à usage professionnel pour le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours et les directions des services départementaux.

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 33760000 - Papier hygiénique, mouchoirs, essuie-mains et serviettes de table.

39830000 - Produits de nettoyage.

39224300 - Balais et brosses et autres produits de nettoyage ménager.

39800000 - Produits de nettoyage et produits à polir.

## Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre concerne les directions des services de l'éducation nationale du Cher, de l'Indre, de l'Indre et Loire, du Loiret et la division de la logistique du rectorat.

Ces services sont rattachés au ministère de l'Education nationale et sont implantés en région Centre Val de Loire.

## Article 4 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Essuyage à usage professionnel
2	Matériels et produits d'entretien écolabellisés ou non à usage professionnel

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.  
Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité

## **Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, mais avec un maximum fixé respectivement à :

Lot 1 : 93 000 € HT sur la durée du marché

Lot 2 : 33 500 € HT sur la durée du marché

Les quantités estimatives consommées sur une période de 24 mois sont communiquées à titre indicatif au sein du bordereau de prix.

Les quantités estimatives sur la durée du marché, période de reconduction comprise, sont fixées à :

Lot 1 : 62 000 € HT sur la durée du marché

Lot 2 : 22 000 € HT sur la durée du marché

Les quantités réelles seront déterminées par les bons de commande successifs.

## **Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **6.1 Cadre général**

L'accord-cadre conclu pour une durée de 24 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché public n'est pas reconductible

### **6.2 Reconduction de l'accord-cadre**

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

## **Article 7 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS**

Le fractionnement des prestations en tranches ne s'applique pas dans le présent accord-cadre.

## **Article 8 - LIEU D'EXECUTION**

Les livraisons seront effectuées aux adresses suivantes :

-Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours - DILOG 21 rue St-Etienne - 45043 ORLEANS Cedex 1

-DSDEN du Cher Cité Condé, bâtiment F - Rue du 95ème de ligne - BP 608 18016 BOURGES CEDEX

-DSDEN de l'Indre Cité administrative Bertrand Bâtiments D-E-F 49, boulevard George Sand, 36000 CHATEAUROUX

-DSDEN d'Indre et Loire 25 Rue de la Milletière 37100 TOURS

-DSDEN du Loiret 19 rue Eugène Vignat - 45043 ORLEANS Cedex 1

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont situés dans les départements qui suivent : Loiret, Cher, Indre, Indre et Loire.

## **Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- les bordereaux de prix et le cas échéant les actes modificatifs postérieurs à la notification.
- Le présent cahier des clauses particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;

## **Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 Représentation des parties**

#### **10.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **10.2 Conditions d'exécution**

#### **10.2.1 Emission et exécution des bons de commande**

Le présent marché est exécuté par émission de bons de commande de la plate-forme Chorus du Rectorat d'Orléans-Tours selon les besoins jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

Les bons de commandes sont adressés au titulaire du marché par voie électronique à une adresse que ce dernier communiquera.

En cas de commande en ligne sur l'extranet du titulaire, le numéro de bon de commande est obligatoirement renseigné.

Il n'y a pas de minimum de commande ou de livraison.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification. Il est demandé au titulaire de confirmer systématiquement par voie électronique la réception de la commande.

Chaque bon de commande précise :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- les prix unitaires et montant total de la commande en HT et TTC ainsi que le(s) correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai de livraison contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 1 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### 10.2.2 Distributeurs et dévidoirs

Le titulaire du marché met à disposition, sans coût supplémentaire, pour toute la durée du marché les distributeurs de papier toilette, d'essuie-mains et de savon lave-main, en quantité suffisante pour équiper les sites concernés par le marché.

L'installation des distributeurs est à la charge du titulaire.

Les distributeurs proposés sont en corrélation avec la démarche environnementale initiée dans ces lots. A ce titre, les dévidoirs de papier prévoiront un système permettant de réguler la consommation et le gaspillage.

La livraison de ces distributeurs intervient dans un délai de trente (30) jours suivant la notification du marché et est planifiée en partenariat avec les services concernés.

La détermination exacte du nombre de distributeurs se fera in situ entre le titulaire et le gestionnaire de chaque site.

### 10.2.3 Pilotage

Une réunion de démarrage est organisée entre l'acheteur, le titulaire et les services bénéficiaires afin de lancer l'exécution du présent accord-cadre et d'en préciser les modalités. Le titulaire remet ensuite à l'acheteur, à une fréquence semestrielle, un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend notamment **le montant et la quantité réalisés par produit**.

Par ailleurs, une réunion annuelle est organisée entre l'acheteur, le titulaire et les principaux services bénéficiaires du présent accord-cadre pour faire un point sur le marché.

#### 10.2.4 Plan progrès

Le titulaire s'engage à proposer un **plan de progrès** visant à améliorer, durant l'exécution du marché :

- la **performance environnementale** des produits,
- l'usage de **techniques et produits innovants**,
- et la **polyvalence des produits** affecté à l'entretien.

Le plan de progrès, remis dans un délai de **60 jours à compter de la notification du marché**, précisera :

- les **objectifs mesurables** d'amélioration (qualité, environnement, organisation) ;
- les **actions prévues** (ex. : recours accru à des produits écolabellisés, réduction des consommations, utilisation d'équipements innovants, formation du personnel) ;
- et les **indicateurs de suivi** retenus.

Ce plan fera l'objet d'un **suivi annuel** lors de la réunion annuelle. Les progrès constatés pourront être pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.

En cas de validation par l'acheteur, le plan de progrès pourra être mis en œuvre lors du marché.

### 10.3 Obligations du titulaire

#### 10.3.1 Obligation de conformité des prestations de fourniture

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution des prestations de fourniture et de livraison dans le respect des exigences techniques, qualitatives et environnementales définies par le présent accord-cadre.

Il doit garantir la conformité des produits du bordereau de prix unitaire conformément aux dispositions de l'article 10.8 de la clause de réexamen, ainsi que la livraison sur les différents sites dans les délais prévu dans son offre.

Le titulaire s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la traçabilité des produits, fournir des fiches techniques et fiches de données de sécurité à jour, remplacer sans frais les articles non conformes ou défectueux, et veiller au respect des règles de sécurité et d'accès au bâtiment lors des opérations de livraison.

#### 10.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### 10.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### 10.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès aux sites de livraison s'effectue sur présentation d'une pièce d'identité.



Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

#### **10.4**      **Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### **10.5**      **Considérations environnementales**

Les matériels et produits fournis doivent être conformes aux normes environnementales en vigueur en France et en Europe

De plus, le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes :

- **Fourniture de produits écologiques et durables :**

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il a été décidé d'exiger, au titre des spécifications techniques, la fourniture de produits et consommables bénéficiant de l'Écolabel européen, de l'écolabel NF Environnement, du label Ecocert ou de tout autre label équivalent, pour certains produits identifiés au BPU (cases avec un remplissage jaune de la colonne « label »).

Lorsque c'est possible, les produits doivent être biodégradables et ne pas contenir de substances nocives pour l'environnement ou pour la santé des utilisateurs.

Il est primordial de limiter la présence de composants polluants tels que les phosphates, les solvants chlorés ou les micro plastiques dans les produits.

Le titulaire a en outre la possibilité de proposer, s'il le souhaite, des produits bénéficiant de certifications environnementales pour les produits et matériels qui ne sont pas dans des cases avec un remplissage jaune de la colonne « label »).

- **Réduction des déchets et recyclabilité :**

Pour les sites de livraison qui en font la demande, le fournisseur veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les filières de valorisation, recyclage, réutilisation, réemploi ou élimination susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

- **Transparence et traçabilité des produits :**

Tout au long du marché, le fournisseur fournira les fiches techniques des produits fournis, précisant les composants, les recommandations d'utilisation et les impacts environnementaux. Il s'engage

également à fournir des informations sur les méthodes de fabrication et d'approvisionnement responsables.

- **Impact du transport :**

Le fournisseur doit limiter, dans la mesure du possible, l'empreinte carbone liée au transport des produits en optimisant les circuits de distribution et en privilégiant les moyens de transport moins polluants.

Lors de la mise en route du marché le titulaire présente les actions qu'il a déjà mené et ce qu'il compte mettre en place pour réduire ses impacts carbone.

**Formation et sensibilisation :**

Le fournisseur s'engage à fournir une formation ou des documents d'information sur les bonnes pratiques d'utilisation des produits d'entretien afin de garantir une consommation responsable et de minimiser l'impact environnemental des produits.

- **Suivi et contrôle :**

L'ensemble des points sera réabordé annuellement lors des réunions de pilotage.

## **10.6 Bilan des émissions de gaz à effet de serre**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de **3** mois après la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est communiqué à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

## **10.7 Traitement de données à caractère personnel**

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du

Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

La qualification de « responsable de traitement » revient à l'acteur qui fixe les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel.

La définition des rôles est rappelée dans le RGPD : <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

## **10.8** Clause de réexamen

### Remplacement de références

Un article présent au bordereau de prix unitaire ne peut être remplacé que par un article répondant aux mêmes besoins de l'acheteur. Le nouvel article présentera des caractéristiques techniques équivalentes ou supérieures à l'article remplacé, sans augmentation de tarif.

Toute proposition de remplacement d'article doit être adressée à la Cellule Académique des Achat du rectorat de l'académie Orléans-Tours. L'acheteur dispose d'un mois pour l'examiner et en cas d'acceptation notifier l'acceptation du remplacement ainsi que le BPU actualisé au titulaire.

En cas de refus, le titulaire adresse une seconde proposition à l'acheteur qui l'accepte ou la refuse selon les mêmes modalités.

### Ajout de référence

L'acheteur est susceptible de demander l'ajout de nouveaux articles aux bordereaux de prix unitaires.

Toutefois, l'ajout de références ne pourra excéder 2 produits pour le lot 1 et 10 produits pour le lot 2 sur toute la durée du marché.

Une exception est prévue dans le cadre du **plan de progrès**, où les modifications pourront concerner jusqu'à **50 % des produits figurant au BPU**.

Une fois la demande effectuée par l'acheteur, le titulaire adresse une proposition à la Cellule Académique des Achat du rectorat d'Orléans. L'acheteur dispose d'un mois pour l'examiner. En cas d'acceptation, il fait parvenir une proposition d'avenant au titulaire. Le nouveau BPU entre en vigueur à la notification de l'avenant.

### Déménagement d'un site

Dans le cas où un service viendrait à changer d'adresse de livraison, l'acheteur notifie la nouvelle adresse au titulaire du marché.

### Ajout ou retrait de site

L'acheteur se réserve la possibilité d'ajouter ou de retirer un ou plusieurs sites concernés par le marché, en cours d'exécution, en fonction de l'évolution de ses besoins.

Ces modifications pourront être décidées **unilatéralement par l'acheteur**, sans qu'un avenant soit nécessaire, à condition qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

En cas de modification importante, un avenant sera nécessaire.

Le titulaire sera informé par écrit de toute modification de la liste des sites, avec un préavis de **15 jours calendaires avant sa mise en application**.

## **10.9**      Vérification de l'exécution des prestations

### **10.9.1**    Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **10.9.2**    Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **10.9.3**    Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **10.10**     Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **10.11**     Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article « 10.2.3 pilotage » et de l'article « 10.5 considérations environnementales », ainsi que l'article « 10.2.4 Plan de progrès » du présent CCAP, le titulaire du marché encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement ou par document non remis.

### **10.11.1**   Pénalités de retard

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 CCAG FCS du 30 mars 2021, les pénalités de retard sont de 30€ HT par jour ouvré de retard, calculées sur la base du délai de livraison indiqué dans l'offre du titulaire et également appliquées en cas de livraison incomplète jusqu'à la date à laquelle tous les produits commandés auront été livrés.

Si une commande n'est pas honorée au terme d'un délai de 30 jours calendaires, le rectorat pourra alors faire exécuter la prestation par un tiers à la charge du titulaire du marché.

### 10.11.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités ne sont exigibles qu'à partir d'un montant minimum fixé à **300 euros**. En dessous de ce seuil, aucune pénalité n'est appliquée.

### 10.11.3 Montant maximum des pénalités de retard

Par dérogation au CCAG FCS du 30 mars 2021, le montant maximum des pénalités de retard applicables ne peut pas dépasser 30% du montant de la commande.

## **Article 11 - REGIME FINANCIER**

### **11.1 Forme et contenu des prix**

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Le prix comprend pour toute la durée du marché :

- Les fournitures
- Les coûts de livraison
- Les frais de traitement de commande
- La formation des personnels
- Les distributeurs et dévidoirs

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais y afférents. Le montant de l'offre comprend ainsi pour toute la durée du marché, la totalité des coûts relatifs aux prestations, la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison, le retrait des matériels ainsi que toutes les sujétions nécessaires à l'exécution de ces prestations.

### **11.2 Variation des prix**

#### **11.2.1 Nature des prix**

Les prix du présent marché sont révisables conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

#### **11.2.2 Périodicité de la révision**

La révision des prix intervient **annuellement**, à la date anniversaire de la notification du marché. Toutefois en cas de forte hausse du coût des matières premières ou de l'énergie, la révision pourra être appliquée trimestriellement à compter de la date de notification ou de la date de la dernière révision des prix.

Lorsque les prix se stabiliseront, la périodicité de révision redeviendra annuelle

#### **11.2.3 Formule de révision**

La révision des prix est effectuée selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$

Où :

$P$  = prix révisé HT,

$P_0$  = prix initial HT,

$I$  correspond aux indices l'INSEE suivant :

Pour l'essuyage :

L'indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton (Prix de base – Base 2021 – Identifiant 010764910.

Pour les produits d'entretien :

L'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764147

$I$  = valeur de l'indice de référence publié le mois de la révision,

$I_0$  = valeur de l'indice de référence publié le mois de la remise des offres.

#### **Article 1 - Limites de variation**

La variation annuelle ne peut excéder :

**+5 % maximum** par période annuelle,

Une **baisse** des prix est également appliquée le cas échéant selon la même formule.

#### **Article 2 - Justification des évolutions**

Tout fournisseur appliquant une révision devra communiquer, sur demande du pouvoir adjudicateur :

Les indices de référence utilisés,

Toute documentation justifiant de l'évolution des coûts,

Les détails de calcul de la révision.

#### **Article 3 - Effet de la révision**

La révision prend effet à la date anniversaire de la notification.

### **11.3 Modalités financières**

### 3.1.1 Répartition des paiements

### 3.1.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### 3.1.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- **Mode portail**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

- **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires** pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

### **3.2 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel de la consommation indiquant, pour chaque bénéficiaire, les montants et les quantités consommés par produit.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;

### **3.3 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.



A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause d'indemnisation, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **12.1 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **12.2 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

### **12.3      Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public

(notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## **12.4 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

## **12.5 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **12.6 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne

puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **50%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

[La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.]

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure

de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l' **article 46.2 CCAG FCS**, et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

## **12.7 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **12.8 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 01

tél. : (+33) 2-38-77-59-00

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Télécopieur : (+33) 2-38-53-85-16

Adresse internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

## **Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
L'article 11.1.2 du CCP	L'article 3.4 du CCAG.	Désignation du représentant du titulaire dans son offre
L'article 11.11 du CCP	L'article 14 du CCAG.	11.11.1 montant et calcul des pénalités de retard 11.11.2 seuil d'exonération des pénalités de retard
L'article 13.4 du CCP	L'article 42 du CCAG.	Indemnité de résiliation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général